

LE RECENSEMENT

LE MODE DE RECRUTEMENT DES COMMISSIONS

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

Étant donné que 1971 est l'année du recensement national, je voudrais lui demander quelle procédure est suivie par le ministère de l'Industrie et du Commerce pour faire le choix des commissaires de district qui seront chargés du recensement dans chacune des circonscriptions?

M. l'Orateur: Je voudrais suggérer à l'honorable député que cette question pourrait être inscrite au *Feuilleton*. S'il y a urgence, la Chambre sera prête à la considérer au moment de l'ajournement.

M. Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. L'honorable député ne peut poser une question supplémentaire à une question qui a été jugée irrecevable.

Cependant, l'honorable député pourrait peut-être poser une autre question.

M. Lambert (Bellechasse): Merci, monsieur l'Orateur.

Ma question est la suivante: Étant donné que le gouvernement désignera certainement des commissaires pour faire le recensement, serait-il possible que la Chambre soit informée des qualités requises de ceux-ci ou de la façon dont leur nomination sera faite? Je considère cette question comme urgente, parce que, selon mes renseignements, cela doit se faire sous peu.

M. l'Orateur: S'il y a urgence, comme l'honorable député semble l'indiquer, il serait probablement utile que la question soit débattue au moment de l'ajournement, si l'honorable député veut bien m'en donner avis.

M. Lambert (Bellechasse): A dix heures, monsieur l'Orateur.

* * *

INFORMATION CANADA

LA SUITE DU PREMIER MINISTRE EN ASIE

[Traduction]

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre sans portefeuille chargé d'Information Canada. Comme d'après les nouvelles, 15 journalistes de Radio-Canada et cinq du magazine *Weekend* accompagnent le premier ministre à l'étranger pour faire des reportages sur ses nombreux ébats, est-ce que des fonctionnaires d'Information Canada font partie du groupe et, si oui, portent-ils la feuille d'érable comme l'a décrit hier le député de Lambton-Kent?

L'hon. Robert Stanbury (ministre sans portefeuille): La réponse est non dans les deux cas, monsieur l'Orateur.

LES TRAVAUX PUBLICS

BRIDGEWATER (N.-É.)—LA CONSTRUCTION DE L'ÉDIFICE FÉDÉRAL

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Travaux publics. Par suite de la déclaration qu'a faite aujourd'hui même le ministre des Travaux publics au sujet de l'accélération des programmes de travaux publics, pourrait-il nous dire quand sera érigé l'édifice public que son prédécesseur promettait en 1968 à la population de Bridgewater, en Nouvelle-Écosse?

* * *

LES FINANCES

LE PROJET GOUVERNEMENTAL DE RÉFORME FISCALE

M. F. J. Bigg (Pembina): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Finances. Étant donné le fléchissement inacceptable de notre économie et le climat d'incertitude qui règne en ce moment, le ministre nous dirait-il, à l'appel des motions, quelles sont les intentions précises du gouvernement en matière de réforme fiscale?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, tout récemment, j'ai dit au cours de mon exposé budgétaire dont le débat n'est pas terminé—je crois comprendre que nous aurons une autre séance à ce sujet très bientôt—quelles étaient les perspectives du gouvernement à l'égard de l'économie et de la politique économique. Pour ce qui est de la réforme fiscale, qui en définitive n'accroîtra pas le revenu du gouvernement fédéral, j'ai indiqué un système de refonte fiscale que j'espérerais présenter le printemps prochain.

M. Bigg: Monsieur l'Orateur, j'aiderais peut-être le ministre si je posais une question supplémentaire. Le ministre est-il actuellement disposé, afin de stimuler la construction domiciliaire, à renoncer publiquement au principe d'un impôt sur les gains de capital, avec réévaluation tous les cinq ans, dans le cas des logements?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, le Livre blanc n'a jamais prévu d'impôt sur les gains de capital, avec réévaluation tous les cinq ans dans le cas des logements.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LE CHÔMAGE—PROPOSITION DE PROGRAMME-CHOC DE CRÉATION D'EMPLOIS

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question très simple au premier ministre suppléant. Étant donné que les propositions budgétaires mises de l'avant par le ministre responsable des fluctuations n'ont pas porté fruit, le premier ministre, ou le gouvernement, compte-t-il discuter, avec les gouvernements provinciaux ou d'autres autorités, de la possibilité de lancer immédiatement un programme-choc pour faire échec au chômage très aigu qui sévit actuellement et qui durera encore trois ou quatre mois?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, comme le ministre des Finances l'a